



La Voie Anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'Orléans
Mail: npa.orleans@orange.fr -Site : npa45.org -Facebook : NPAjeunes45



Répression policière, criminalisation syndicale Résistons au rouleau compresseur, touTEs ensemble !

Dimanche, aux environs de 6h du matin, notre camarade Gaël Quirante, membre de la direction du NPA et secrétaire départemental de Sud Poste 92, a été arrêté chez lui par la police et placé en garde à vue. Un exemple de la montée en puissance de la répression contre toute contestation sociale.

Pouvoir, police et patrons contre nos revendications

Si Gaël a été arrêté, ce n'est pas pour « dégradation de biens de La Poste », car c'est bien La Poste qui dégrade le service public, fermant 500 bureaux par an et ayant supprimé 100 000 emplois en dix ans ! C'est parce que depuis bientôt 15 mois, lui et ses 150 collègues du 92 ont engagé un véritable bras de fer avec la direction de La Poste pour stopper la suppression des tournées, l'augmentation de la charge de travail et les réorganisations qui feront voler en éclats le service public postal.

Les discriminations, voire la répression, contre les militantEs syndicaux sont quotidiennes de la part des patrons d'entreprises et des dirigeants-managers dans les services publics. De façon plus globale, il suffit de regarder comment le mouvement des Gilets jaunes a été traité depuis la mi-novembre pour comprendre que ce pouvoir, qui n'entend rien céder sur le fond, réprime très durement...

Pourtant forcément partiels, les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur rendus publics il y a quelques semaines, parlent d'eux-mêmes : 8700 gardéEs à vue, 13 460 tirs de LBD 40, 1428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées explosives, et 3830 blesséEs (dont des dizaines de mutiléEs à vie) !



Orléans le 17 juin 2019.

L'autoritarisme et la répression en marche

La cheffe de l'IGPN, la police des polices, « réfute totalement le terme de violences policières »... Pourtant, depuis plusieurs mois, le Défenseur des droits, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe et l'ONU s'inquiètent des violences policières et des restrictions des libertés publiques. Des condamnations unanimes, également venues d'ONG et d'associations des défense des droits humains, de syndicats de magistrats, et même de syndicats de policiers...

Le pouvoir a choisi de nier l'existence des violences policières... faisant même porter la responsabilité des blessures et mutilations aux Gilets jaunes eux-mêmes ! Ces discours se sont traduits par en actes avec une répression tous azimuts, mais aussi par l'adoption de la loi dite « anticasseurs » en mars dernier (en réalité une loi anti-manifestations), la multiplication des commandes de nouvelles armes de guerre pour la police et la gendarmerie, les interdictions hebdomadaires de manifester, des arrestations de journalistes, etc.

Arrêter l'Etat Policier !

Comme contre toutes les attaques programmées (suppression d'emplois publics, licenciements, retraites, droits des chômeurEs), la résistance doit s'organiser contre l'autoritarisme, les violences policières, et la justice aux ordres. Se battre contre les législations réactionnaires (telle la loi « anticasseurs »), soutenir tous les répriméEs, toutes les victimes des violences, interdire les armes de guerre (LBD et grenades), défendre les libertés publiques, nécessitent de construire les convergences nécessaires.

Pour gagner les résistances, il faut unir nos forces, les coordonner dans la durée, à commencer par celles des organisations (syndicales, politiques ou associatives qui le veulent bien), des courants et équipes militantes, de la gauche qui veut lutter contre Macron et le patronat. Se regrouper pour agir ensemble et débattre des perspectives pour reprendre la main, il n'y a pas d'autres voies pour stopper la mise en place de l'Etat Policier !